



ENVIES D'EUROPE !





Chers amis,

Le 7 juin prochain, nous serons appelés à renouveler nos députés européens.

Les Jeunes Démocrates de Gironde, ont décidé de profiter de cette occasion pour réaliser un livret sur l'Europe.

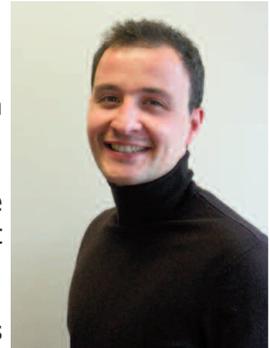
Il ne s'agit pas d'un programme pour nos futurs élus, cela serait présomptueux et peu fédérateur. En réalité, ce livret a pour objectif de transmettre à nos futurs eurodéputés, les envies, les espoirs et même les exigences des jeunes en matière d'Europe.

Nous avons pris le parti de dépasser le cadre technique des compétences du Parlement Européen. En effet, l'élection des députés européens est la seule occasion pour les citoyens d'être consultés directement sur l'Europe. Il faut donc en profiter pour exprimer nos envies profondes sur l'avenir de l'Union.

Afin de permettre à la jeunesse d'exprimer cela, tout en la confrontant à la réalité de l'Europe actuelle, nous avons organisé durant tout l'hiver de multiples réunions et conférences sur un grand nombre de thématiques et avec divers intervenants (Jean-Louis Bergey – Président de l'ADEME Aquitaine, Carlos Alves – Maître de conférence à Bordeaux IV, Fabien Robert – Maire adjoint de Bordeaux).

C'est le fruit de cette démarche que nous vous proposons dans ce livret : « Envies d'Europe »...

Amitiés démocrates,



Aymeric Bersihand
Président des Jeunes Démocrates de Gironde

Introduction

« *L'Europe tout le monde s'en fout* ». Constat cinglant qui trouve sa traduction la plus concrète dans le fort taux d'abstention qui caractérise ces consultations. Et pourtant l'Europe est déjà un acteur majeur de notre quotidien. En effet, plus de la moitié des lois adoptées par l'Assemblée Nationale sont d'origine communautaire.

Dans un contexte de crise mondiale sans précédent, ces élections européennes risquent d'être le théâtre des démagogues et politiciens bassement calculateurs qui joueront sur les peurs pour faire porter à l'Europe la responsabilité de la crise.

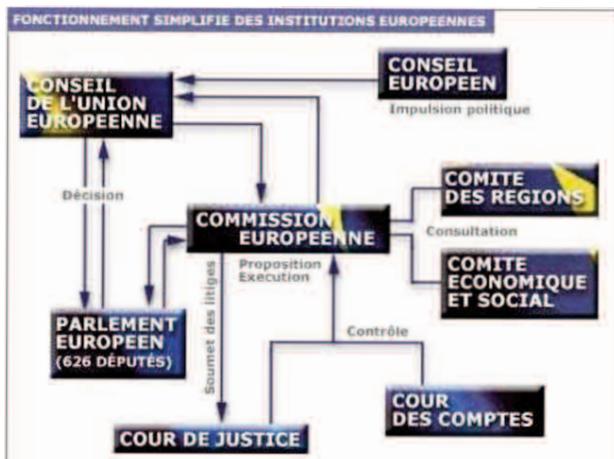
Propagande mensongère et dangereuse quand on se souvient des réflexes protectionnistes et de leurs conséquences lors de la crise de 29. L'Europe est pour nous une protection dans ces périodes si difficile, ainsi elle nous a évité une crise monétaire.

Néanmoins, l'Europe n'est pas parfaite, elle n'est pas aujourd'hui en mesure de répondre totalement à toutes nos difficultés. Cela nous amène donc à appeler de nos vœux **plus d'Europe mais surtout mieux d'Europe**.



A. Laperrouze, J. Taris (Président du MoDem 33), R. Rochefort

La liste Sud-Ouest du MoDem pour ces élections est menée par Robert Rochefort (directeur du CREDOC), secondé par Anne Laperrouze (députée européenne sortante).



Memento :

Les élections européennes qui vont se dérouler le dimanche 7 juin 2009 vont permettre aux citoyens européens de choisir leurs eurodéputés (78 pour la France dont 10 dans le Sud-ouest) pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois, au suffrage universel direct. Chaque pays membre de l'Union européenne dispose d'un certain nombre de sièges au Parlement, calculé en proportion de la population. Le vote s'effectue par liste, à la proportionnelle, en un tour et chaque circonscription envoie un certain nombre d'élus au Parlement. La France compte 8 eurocirconscriptions.

Nos envies d'Europe nous ont conduit dans un premier temps à nous interroger sur quelle Europe nous souhaitons : nous la voulons inscrite dans une société durable.

Cela implique dans un second temps de se poser la question de la forme et de la nécessité de plus d'Europe.

Partie I : Une Europe modèle de société durable

Une Europe durable au niveau de l'environnement

Constat :

Domaine où l'Union Européenne est la plus avancée, c'est sous sa dynamique (pour ne pas dire sa contrainte) que de nombreux progrès ont été faits en matière de lutte contre le réchauffement climatique, de protection de la nature et de la biodiversité, de stratégie en matière d'environnement et de santé, de gestion des déchets.

Telles sont les principaux engagements de l'Union Européenne en matière de respect de l'environnement.

Mais il faut poursuivre les efforts et les étendre à travers de grands projets communs, en utilisant aussi les initiatives de certains Etats.

N'y a-t-il pas, à ce titre, dans « la dynamique lancée en France avec le Grenelle de l'Environnement, rencontre entre Etat, entreprises et associations du secteur qui n'a pas d'équivalent au monde » (Jean-Louis Bergey, Directeur Régional de l'ADEME), un essai français à transformer par l'Europe ?





Nos envies et propositions :

Un **Grenelle de l'Environnement européen** avec des mesures phares comme :

- Un **système productif vert**, dans lequel chaque entreprise serait soumise à un seuil d'émission de gaz à effet de serre maximal, permettant notamment la conduite d'une Politique Agricole Commune (PAC) « verte », qui aide plus les producteurs qui respectent plus leur environnement, pourrait voir le jour.

- **Exemplarité des institutions européennes** : mise au normes Haute Qualité Environnementale (HQE) des bâtiments, optimisation des déplacements (ce qui ouvre le débat des différents lieux des institutions), dématérialisation des documents et des dossiers.

- Une **politique de dépollution de la Méditerranée** serait conduite non dans les discours mais dans les faits, ceci dans le cadre du partenariat entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Pour la Méditerranée (UPM).

Des projets ambitieux qui demandent qu'on se donne les moyens de les réaliser et le courage de les mettre en œuvre.

Une Europe durable au niveau de l'économie

Constat :

La crise économique mondiale que nous traversons aujourd'hui est la crise d'un système économique : le capitalisme ultralibéral. Recherche de profits à court terme, prises de risques inconsidérées et absence de régulation en sont les maîtres mots.

Mais cette doctrine, qui domine le monde depuis les années 80 et que véhicule sans modération l'Organisation Mondiale du Commerce, l'avons-nous choisie, nous, européens ? La réponse est évidemment non...

Il est temps que nous bâtissons ensemble une économie propre à l'Europe, une économie durable.

Repensons un appareil productif au service du long terme.

Permettons aux entreprises d'être à l'origine d'une croissance longue et forte et d'emplois stables et valorisants.

Accompagnons les investisseurs plutôt que de spéculateurs, de ceux qui bâtissent le long terme plutôt que de ceux qui déstabilisent à court terme : « sous la pression des apporteurs de capitaux, les entreprises sont soumises à l'obligation de résultats immédiats, alors que le développement durable apporte des avantages surtout à long terme » (Jean-Louis Bergey, Directeur Régional de l'ADEME).



Nos envies et propositions :

- Un « **vrai** » **budget européen**, issu de dépenses nationales inefficacement superposées, de 2 500 milliards d'euros (20% PIB – plus de seuil de 1,24%) verrait le jour pour financer une **PAC réformée** (aide aux agriculteurs les plus vertueux), un développement des régions en difficultés, une **recherche durable** ambitieuse, un réseau de Lignes à Grande Vitesse (LGV) harmonisé, et enfin des **politiques conjoncturelles et structurelles** coordonnées de soutien à la consommation et à l'investissement des ménages et des entreprises.
- Le vote d'un **Small Business Act à l'européenne** qui consisterait à **réserver aux PME** (99% entreprises, 70% emploi) la **moitié des marchés publics**, obliger les acteurs publics à respecter à leur égard des délais de **paiement de 30 jours** afin de ne pas fragiliser leur trésorerie, orienter vers elles une large part d'un budget européen de la **recherche accrue** (10% budget) afin d'assurer leur développement, et enfin créer une **Small Business Administration** qui soutiendrait les réseaux de business angels (investisseurs providentiels) pour encourager l'investissement durable au détriment de la spéculation durable.
- Une **Europe fiscale** pourrait voir le jour pour lutter contre la concurrence déloyale dans l'UE avec la **convergence à la baisse des charges** qui pèsent sur les entreprises (sociales et impôt sur les bénéficiés), corolaire à une rationalisation des dépenses publiques pour maintenir un service public de qualité à bas coût.
- Une **nouvelle politique industrielle** au niveau de l'UE basée sur l'**industrie verte** (pharmacie, isolation, bioénergie, dépollution par phytoremédiation), la mutualisation de la recherche et la répartition des zones d'implantation.

Une Europe durable au niveau social

Constat :

La crise est en train de le prouver, l'Homme dans l'entreprise n'est souvent qu'une variable d'ajustement, au service de l'économie.

Stress, harcèlement moral, violences... depuis une vingtaine d'années, le mal-être au travail s'est accru. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, la dépression sera en 2020 une des principales maladies dans les pays occidentaux, et les conditions de travail n'y sont pas pour rien.

Le temps est peut-être venu de remettre l'économie au service de l'Homme ! Et construire ainsi une société « durable » socialement.

Cette ambition est une question de volonté pour Carlos Alves (Maître de conférences à Bordeaux IV) : « L'Europe sociale, humaniste, durable : il suffit de la vouloir »

Par ailleurs les moyens existent et ont déjà été testé : « Il est une politique durable par excellence, c'est celle qui exclut moins les licenciés du système. La flexisécurité est un moyen de rendre plus durable le modèle social européen, avec moins de chômeurs et moins de pauvreté » Jean-Louis Bergey (Président de l'ADEME Aquitaine).





Nos envies et propositions :

- Pour plus d'équité, il convient de lutter contre le dumping social (au sein de l'UE) en instaurant des **critères de convergence sociaux** en vue d'un nivellement **par le haut** des salaires et de la protection sociale. L'Europe doit également se montrer responsable vis-à-vis des pays du Sud en approfondissant ses stratégies de co-développement (commerce équitable).

- Contre le chômage de longue durée, nous proposons de créer un fond européen pour financer un programme commun de flexisécurité : inspiré du modèle scandinave, il s'agit d'alléger la procédure de licenciement tout en préservant et développant les compétences des personnes. Il s'agit d'offrir des **formations** durant une période de chômage et un véritable accompagnement pour la réinsertion sur le marché du travail. Contre le chômage des jeunes et pour que les compétences soient valorisées là où elles manquent, il faut favoriser la **mobilité** en créant par exemple un Pôle Européen pour l'Emploi.

- Pour des emplois durables, il faut valoriser les compétences. Ainsi la **promotion de nouveaux outils** (par exemple : nouvelle méthode de calcul du PIB) et indicateurs (en comptabilité considérer le personnel comme un actif).

- Par ailleurs, la compétitivité des entreprises peut augmenter si les **conditions de travail sont plus adéquates à l'épanouissement de chacun**. Ainsi, contre le stress, le harcèlement moral, et les violences au travail, il faut créer une Agence Européenne pour la Prévention des Risques Psychosociaux avec pour mission d'harmoniser les bonnes pratiques des entreprises soucieuses de valoriser l'humain au travail.

Partie II : Besoin de plus d'Europe

Une Europe politique...

Contexte mondial et constat européen :

Depuis la fin du bloc soviétique, nous vivons dans un monde où une superpuissance domine sans réel contre-pouvoir ou notion d'équilibre. Aujourd'hui les Etats-Unis, demain la Chine.

Cette organisation mondiale est vectrice d'inégalités toujours plus grandes, d'humiliations pour les peuples dominés, de globalisation des modes de vie au détriment de la diversité des cultures et de surexploitation des ressources de notre planète au prix de dégâts souvent irréversibles.

Nous aspirons à un monde multipolaire où de grands ensembles régionaux équilibreraient entre eux les rapports de force et assureraient en leur sein le développement économique de leurs membres, régleraient les tensions et défendraient le respect de la dignité humaine.

L'Europe, pour nous, doit être l'exemple et le moteur de ce nouveau modèle. Cette ambition passe avant tout par l'existence d'une Europe politique.

Les diverses rencontres, notamment avec Carlos Alves (Maître de conférences à Bordeaux IV, spécialiste des institutions européennes), nous permettent de faire le constat suivant sur les institutions européennes :

S'il y a des difficultés techniques multiples au sein de l'UE, c'est moins en raison d'un problème institutionnel que d'un manque de volonté politique. En effet, les mécanismes de coopération renforcés permettent de faire avancer plus rapidement des domaines précis (Bâtir une Europe des projets).



Nos envies et propositions :

Ce besoin de dynamisme politique au sein de l'Union Européenne doit s'incarner dans la mise en place de structures aussi symboliques qu'efficaces :

- Nous souhaitons l'institution d'un **ministère des affaires étrangères de l'UE**, le ministre étant choisi par les exécutifs nationaux. Il devra appliquer une feuille de route issue de la représentation populaire (parlements européen ou nationaux). Il sera l'interlocuteur pour le reste du monde de l'UE (même s'il travaillera avec les ministres des affaires étrangères des Etats membres). Il sera le garant de la défense de ses intérêts économiques, géopolitiques et stratégiques.

- Par ailleurs, nous souhaitons également **la création d'une organisation militaire européenne**. Cette structure devra concerner toute les armes : terre, mer et air ; dans la limite des armes conventionnelles (cela exclut le nucléaire). Le mécanisme d'intégration doit permettre une direction unique et des corps d'armée fusionnés et non ajoutés dans cette armée européenne. Cela peut aussi impliquer des compétences budgétaires, les décisions de recours à cette force étant de la compétence des chefs d'Etat des pays membres.

- Cette envie d'Europe plus politique doit bien sur s'accompagner d'un renforcement de la démocratie au sein de l'Union (en particulier augmenter les compétences du Parlement, comme sur le budget, étant l'organe le plus proche du citoyen).

Plus de citoyenneté et de culture européenne

Constat :

L'Union Européenne ne se résume pas à un territoire. Pas plus qu'elle ne se résume à une simple coordination douanière et commerciale. L'Europe, c'est une culture partagée et des citoyens pour la faire vivre.

Si le programme Erasmus (qui permet aux jeunes européens de faire une partie de leurs études dans une université communautaire étrangère à leur pays d'origine) est pour les jeunes l'occasion de s'imprégner d'une culture et d'une citoyenneté communes, rarement ce thème a fait l'objet d'un vaste débat public.

Véritable patrimoine des citoyens, la culture est le ciment qui pourrait permettre la relance de la construction européenne alors qu'«aujourd'hui, l'Europe manque d'amour» (Carlos Alves, Maître de Conférences à Bordeaux IV).





Nos envies et propositions :

- Elaborer une **charte des valeurs culturelles fondamentales** de l'Union, valorisant les valeurs partagées par tous les pays européens, comme l'humanisme.
- Faire **partager la culture par l'image**, ce qui passe par exemple par l'impression sur les **billets d'euros** de figures culturelles européennes (Victor Hugo, Goethe, Cervantès, etc) ou bien la création d'une chaîne de **télévision européenne**.
- Etablir des **programmes éducatifs communs**, intégrant mieux la problématique européenne, en histoire par exemple ou bien au cœur d'une nouvelle matière qu'on pourrait appeler « Développement Durable », **avec des critères d'évaluation communs**, permettant une plus grande efficacité du programme Erasmus.
- Développer des programmes d'échanges dans les entreprises et les administrations afin de permettre au plus grand nombre de découvrir ou d'approfondir sa connaissance de la culture des autres peuples européens et ainsi renforcer le lien commun (le modèle ERASMUS mais décliné à d'autres tranches d'âges et niveaux sociaux).

Besoin d'une Europe plus efficace dans son fonctionnement et ses limites

Constat :

« Pourquoi avoir fait l'Europe si ce n'est pour approfondir les relations entre ses membres ? » (Fabien Robert, Adjoint au Maire de Bordeaux).

La poursuite de l'intégration européenne est devenue de plus en plus difficile. Il est en effet quasi impossible de dégager une vision commune à 27, sauf à perpétuer le *statu quo*.

La volonté d'une Europe politique, d'une affirmation plus importante des cultures et valeurs de l'Europe, oblige à poser la question du fonctionnement, de la forme et des frontières de l'Europe.

Le mécanisme de coopération renforcée, qui permet à un pays d'aller au-delà de l'intégration prévue dans les traités, permet à certains pays d'avancer sans être bloqués dans leur dynamique par ceux qui ne souhaitent pas approfondir leurs relations en un domaine. La création de l'euro, adopté à ce jour par 16 des 27 pays membres, en est le plus illustre exemple.

Pourquoi ne pas imaginer une plus fréquente utilisation du mécanisme de coopération renforcée pour poursuivre l'intégration européenne ?

Ce problème de l'efficacité, dans la prise de décision et dans la poursuite de la construction européenne, est aussi posé par l'entrée de nouveaux membres dans l'UE...

Nos envies et propositions :

- Recourir à une **Europe à plusieurs vitesses**, sur le modèle de l'euro, pour permettre à une Europe politique, sociale mais aussi à une Europe de l'éducation, de la recherche ou encore de l'emploi de voir le jour.

- **Ouvrir le débat** sur les limites géopolitiques de l'Union Européenne. Si l'Europe à plusieurs vitesses permet plus facilement une intégration progressive de nouveaux membres, sans freiner la poursuite de la construction européenne, il faut néanmoins se poser la question dès maintenant de la vocation de pays comme la Turquie et l'Ukraine à entrer dans l'Union. Ce débat doit être démocratique et immédiat, intégrant tous les aspects (par honnêteté avec ces peuples pour le futur).

- Développer des **partenariats avec d'autres pays**, sur le modèle de l'Union Pour la Méditerranée.



Liste des candidats de la région Sud-Ouest



1 - Robert Rochefort - (33)
Directeur d'un centre de recherche, spécialiste des modes de vie des Français
53 ans



2- Anne Laperrouze - (81)
Députée européenne, maire de Puylaurens
52 ans

3- Marc Dufour - (34)

Dirigeant d'une structure de consultant, adjoint au maire de Montpellier, président du MoDem Hérault -54 ans

4- Geneviève Darrieussecq - (40)

Maire de Mont de Marsan, médecin, Conseillère Régionale d'Aquitaine - 53 ans

5- Philippe Meynard - (33)

Gérant associé d'un groupe immobilier, Président de la Communauté de Communes de Podensac, Maire de Barsac - 38 ans

6- Malika Aradj - (31)

Conseillère municipale de Toulouse - 49 ans

7- Philippe Berta - (30)

Professeur des universités, président départemental du MoDem Gard - 49 ans

8- Maïté Laur - (12)

Dirigeante de société, Vice-Présidente MoDem Aveyron, Conseillère municipale Rodez - 51 ans

9- Michel Veunac - (64)

10- Marie-Christine Guittard - (48)

11- Serge Bruno - (24)

12- Hedvige d'Orfeuil - (32)

13- Thierry Reverbel - (66)

14- Nathalie Tourné - (47)

15- Thierry Faget - (82)

16- Agnès Sindou-Faurie - (46)

17- Brahim El Batbouti - (65)

18- Emily Tesseydre-Jullian - (12)

19- Philippe Feral - (11)

20- Christèle Collet - (09)



Remerciements :

J'adresse, au nom du Bureau des Jeunes Démocrates de Gironde, tous nos remerciements :

A nos intervenants : Jean-Louis Bergey – Président de l'ADEME Aquitaine, Carlos Alves – Maître de conférences à Bordeaux IV, Fabien Robert – Maire adjoint de Bordeaux.

Aux Jeunes Européens et plus particulièrement à Nicolas Jean et Vincent Correia.

Aux Jeunes Démocrates girondins et aquitains ainsi que leurs sympathisants qui ont participé aux différentes réunions et conférences.

Et enfin, je remercie, tout spécialement, celles et ceux qui m'ont accompagné dans la rédaction de ce livret : Vincent Chevallier, Samuel Aburto, Cécile Migliore, Arnaud Gutierrez, Clément Parra, Déborah Latorse, Grégoire Duconseil.

Adrien Debever

Secrétaire fédéral des Jeunes Démocrates de Gironde
Coordinateur du projet Europe

10 envies et propositions fortes

Exemplarité des institutions européennes en matière d'économie d'énergie (bâtiments HQE, déplacements, dématérialisation...).

Small Business Act à l'Européenne pour les PME (marchés publics, délais de paiement, recherche, réseaux...).

Critères de convergence fiscaux en Europe.

Politique industrielle au niveau européen principalement dans le secteur de l'industrie verte.

Mise en place de critères de convergence sociaux pour un nivellement par le haut et la lutte contre le dumping social intra européen.

Création de nouveaux indicateurs pour mettre en valeur le facteur travail au sein de l'entreprise.

Un ministère des affaires étrangères de l'UE, appliquant une feuille de route issue de la représentation européenne.

Une armée permanente et intégrée de l'UE.

Des programmes éducatifs communs renforcés.

Ouvrir dès maintenant le débat démocratique sur les limites de l'Union et l'entrée éventuelle de pays tels que la Turquie et l'Ukraine.